

*l'Anti*capitaliste

n°714 | 27 juin 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

**CONTRE
L'EXTRÊME
DROITE ET
MACRON**



MOBILISATION

GÉNÉRALE

**POUR LE NOUVEAU
FRONT POPULAIRE**

ZOOM

Colonialisme. La répression gouvernementale relance la mobilisation en Kanaky

Page 2

ARGUMENTS

Marche des fiertés LGBTI. Pour nos droits, pour nos vies, résister dans l'unité!

Page 4

LUTTER

Éducation. RN et école : du Macron... en bien pire!

Page 6

CHAMP LIBRE

Entretien avec Ugo Palheta sur « la possibilité du fascisme »

Page 8

Édito

Antisémitisme : et si minuit était déjà passé dans le siècle ?

Par **MANON BOLTANSKY**

Nous n'aurions pas assez d'un édito pour dénoncer l'entière des insultes, mensonges et calomnies qui s'abattent sur LFI et sur nous. Un procès en antisémitisme infamant, délirant, à la limite du complotisme, mené par l'extrême droite et la droite, et relayé par une partie de la gauche. Leur but : discréditer le Nouveau Front populaire à travers nous ! Mais également permettre de séparer dans la gauche réformatrice « le bon grain » du front républicain, de « l'ivraie » du bloc des gauches contre l'extrême droite. Enfin désarmer les antiracistes et les internationalistes ! Y. Braun-Pivet, sur BFMTV le 24 juin, à l'image de toute sa famille politique, s'évertuait à fustiger « les extrêmes » en tirant un trait d'égalité entre le RN et le NFP. Pire, celle-ci s'y enorgueillissait de la marche « républicaine » prétendument « contre l'antisémitisme » du 12 novembre dernier. Une marche où « le seul parti qui y manquait était la FI ». Elle se félicitait donc d'avoir manifesté avec les dirigeants et militants d'un parti raciste, fondé par d'anciens nazis, dont la figure tutélaire, Jean-Marie Le Pen, trône dans les consciences d'un parti toujours composé de racistes, d'islamophobes, d'antisémites, de négationnistes, de romophobes, de sexistes, d'homophobes, etc.

Yaël Braun-Pivet, comme Marine Le Pen d'ailleurs, pointe les interventions de LFI en soutien à la Palestine comme des preuves de son antisémitisme, comme le positionnement du NPA en soutien avec la lutte des PalestinienNEs. Il en découlerait une responsabilité dans la montée de l'antisémitisme actuel. L'instrumentalisation de l'antisémitisme et la confusion criminelle qui assimilent Israël à l'ensemble des Juifs et Juives sont au cœur de leur campagne réactionnaire. Elles sont un danger pour toutes et tous, pour les juifVES comme pour l'ensemble des personnes raciséEs. L'antisémitisme ne doit être ni minimisé ni réduit à l'extrême droite ou même à la droite. Cependant, il reste structurellement d'extrême droite dans sa mise en œuvre comme projet politique. La droite l'embrasse également en instrumentalisant les Juifs et Juives pour ses intérêts, pour légitimer en particulier les politiques islamophobes. Une instrumentalisation qui désigne les Juifs et Juives comme des cibles et affaiblit la lutte contre l'antisémitisme ! Au contraire, c'est la gauche qui, même avec certaines limites, porte la lutte antiraciste.

La confusion règne. À trop tordre les mots, on les vide de leur sens. On finit par désarmer politiquement ceux qui luttent. Cette ambiance crépusculaire nous oblige à ne rien lâcher, de l'unité de la gauche contre le RN et la droite, mais surtout de la lutte contre tous les racismes, les oppressions, et le soutien à la lutte des peuples. Il nous reste à comprendre, lutter, nous organiser, vite !

Bien dit

Le Front national fait partie depuis plusieurs décennies de l'oligarchie.

MONIQUE PINÇON-CHARLOT, QG, le média libre, 25 juin 2024

CONTRE L'EXTRÊME DROITE ET MACRON

Mobilisation générale pour le Nouveau Front populaire

Décidément, tout va très vite dans cette campagne, et l'on sent bien que la macronie, passé la sidération de la dissolution, est en panique. Même Le Monde est obligé de parler de la disgrâce entre Emmanuel Macron et les FrançaisEs.

D'abord, nos dirigeants se sont attaqués au programme économique, appelant à la raison. Laquelle ? La raison du marché, bien évidemment ! Ainsi, le président du Medef livrait son verdict le 19 juin dernier dans le Figaro : « Le programme du Rassemblement national est dangereux pour l'économie française, la croissance et l'emploi ; celui du Nouveau Front populaire [NFP] l'est tout autant, voire plus. »

Le ton est donné. Si le Medef prétend ne pas faire de politique, le voici quand même face à sa peur du Nouveau Front populaire, comme avant lui les investisseurs et le CAC40 (voir l'édito de l'Anticapitaliste n° 713, du 20 juin). Certes, aucun n'aime l'instabilité, surtout aucun n'aime voir menacés les dividendes et les profits. Et, il n'est pas impossible qu'une partie du patronat soit tenté par le RN comme recours, face à la macronie en déroute.

Le programme économique de la bourgeoisie et sa panique morale

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, n'en finit pas de sortir l'artillerie lourde contre les deux programmes pour défendre les vertus du marché et des cadeaux aux entreprises, en homme de droite qu'il est. Et de fustiger le NFP : « Travailler moins pour gagner plus, c'est très séduisant mais ça ne va pas marcher », déclarait-il sur RMC le 25 juin. De notre côté, on a cru

comprendre, que « travailler plus pour gagner plus », tant vanté par l'ancien président Sarkozy, ne marchait pas non plus.

Puis, une partie de la macronie est passé aux amalgames honteux sur l'antisémitisme lancés contre LFI, en particulier et sur nous également, repris sans vergogne par Marine Le Pen. Ils montrent que c'est à la disqualification qu'ils s'en remettent (voir l'édito de cette semaine) et avec qui ils sont prêts à s'allier. Et Bruno Le Maire de le prouver une fois de plus avec un mea culpa... qui chasse sur les terres rances du tout-sécuritaire et de l'islamophobie : « On n'a pas été suffisamment radical, voilà ma conviction. Pas suffisamment

radical sur la sécurité, sur la petite délinquance qui pourrit la vie des gens, sur l'islam radical qui a livré une guerre sournoise, insidieuse, à la culture française, sur la rémunération nette des salariés... »

Des mesures d'urgence et de rupture

L'union de la gauche leur fait peur. Elle a créé une dynamique : des dizaines de milliers de personnes, de partis, de syndicats ou d'associations, ont recommencé à se parler et à agir ensemble, dans les quartiers populaires, avec l'objectif de dégager Macron et sa politique, et de faire barrage à l'extrême droite.

À la Une

La gauche unie met en avant des mesures d'urgence contre la régression sociale : le blocage des prix des biens de première nécessité dans l'alimentation, l'énergie et le carburant, l'augmentation du SMIC à 1600 euros, l'abrogation de la réforme des retraites, aller vers une réduction du temps de travail à 32 heures, taxer les plus riches et les gros héritages, faciliter l'accès aux visas pour les étrangerEs et créer une agence de sauvetage en mer et sur terre pour les migrantEs, garantir la reprise du processus de décolonisation en Kanaky/Nouvelle-Calédonie, sanctionner le gouvernement israélien... Ces mesures sont un point d'appui face au déluge d'attaques contre les classes populaires orchestrées par la macronie et face à la politique raciste, passiste annoncée par le Rassemblement national.

Obtenir une victoire du Nouveau Front populaire

Gagner nécessite l'action de toutEs celles et ceux qui sont attachés à la protection sociale, à la solidarité et à la démocratie. Notre meilleur outil est l'action collective. C'est pourquoi le NPA-Anticapitaliste participe à la campagne et cherche à construire les collectifs locaux du Nouveau Front populaire. Pour gagner et aussi pour rester mobiliséEs. Car, que l'on gagne l'élection ou pas, il faudra de toute façon construire un rapport de forces, que ce soit contre le grand patronat, la droite ou l'extrême droite, pour imposer notre programme.

Face aux crises multiples que génère ce système, il est nécessaire de faire face au danger néofasciste, aux capitalistes et au personnel politique à leur service, pour construire une autre société, écosocialiste, débarrassée de l'exploitation et des oppressions. C'est cette perspective radicale et militante que nous entendons porter au sein du Nouveau Front populaire.

Fabienne Dolet

BRUNO LE MAIRE RELANCE L'INDUSTRIE DE LA PELLE À MERDE



CHARMAG



Acturama

FÉMINISTES CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Dimanche 23 juin, à Paris, comme dans une trentaine de villes en France, une manifestation était appelée par les organisations féministes, les syndicats et les partis politiques qui composent le Nouveau Front populaire. Plusieurs milliers de féministes ont marché pour défendre les droits des femmes et fustiger les mensonges du RN et les défaillances de la politique de Macron en matière de droits des femmes. Le combat des femmes n'est jamais terminé !

© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

CARCASSONNE Philippe Poutou et Pauline Salingue face au « Trump occitan » ? Chiche !

Dans les discussions pour le Nouveau Front populaire, sur les places comme sur le programme, le NPA-*l'Anticapitaliste* a été considéré comme la cinquième roue du carrosse... Parachuter Philippe Poutou dans une circonscription où le NPA était affaibli ne correspondait pas forcément ni à nos souhaits ni à nos pratiques, par respect pour les forces militantes du Nouveau Front populaire de l'Aude.

Oui mais, ici, c'est une terre de gauche et de solidarités, celle des luttes vigneronnes en 1907 ou dans les années 1970, celle de Pilpa et de la Belle Aude ces dernières années, celle des mines de Salsigne au début des années 2000. C'est également la terre où Blum a été parachuté et élu à Narbonne en 1929 et qui a voté contre les pleins pouvoirs à Pétain. Bref, cette terre, elle nous correspond si bien !

Mission impossible ?

Bien sûr nous sommes face à un député RN sortant qui surfe sur le désespoir d'une partie de la population. Nous sommes aussi face à une gauche divisée par les manœuvres de Carole Delga. Enfin, le NPA est plombé par les accusations d'égouttes de tous les réacs sur nos supposés antisémitisme et apologie du terrorisme alors que cette circo est celle des attentats de Trèbes et Carcassonne en 2018. Un épisode de *Mission Impossible* ? On s'est rappelé que Tom Cruise gagne toujours à la fin et que nous avons en main un atout qu'il n'a pas. Nous sommes soutenus par une base militante audoise large qui comprend une partie importante du PS, du PC, des Verts, LFI, rendue combative par son rejet du RN et à même d'imposer sa volonté d'unité aux appareils.



En quelques heures la question du parachutage, de la légitimité de nos candidatEs, a été aplaniée entre les équipes locales des différentes composantes du NFP et les camarades NPA locaux, Toulousains et Bordelais, et les camarades d'un peu partout venuEs appuyer au fur et à mesure la campagne.

Une campagne qui nous ressemble

Nous manquons de temps et nous partons de plus loin que les autres : nous ne sommes pas abonnéEs aux législatives et encore moins à nous battre pour les gagner ! Mais parce que des centaines de militantEs, encartéEs ou non, y croient et font montre d'un engagement énorme, nous sommes parvenuEs en quelques jours à lancer une campagne qui nous ressemble, qui met en avant

les luttes et les problématiques locales, et à régler des détails qui n'en sont pas : trouver un local, récupérer du matos, loger les renforts des autres villes, rencontrer assos et syndicats audois...

Le local ne désemplit pas, pour quelques heures ou plusieurs jours, des militantEs que nous ne connaissons pas viennent faire du porte-à-porte, nous renseignent sur les initiatives locales... On organise un pot militant improvisé pour la fête de la musique ? 200 camarades passent au local dans la soirée... et ça colle et ça diffe sans cesse : plus de 40 000 tracts distribués à mi-campagne et nos affiches sont visibles partout.

Philippe Poutou et Pauline Salingue multiplient rencontres et déplacements : quartiers populaires de Carcassonne, diff devant l'hôpital, manif antifa et féministe, table ronde avec la CGT ou la Conf Paysanne, manif Palestine, rencontre chez des producteurs ou des viticulteurs, visite d'une Scop, marches de producteurs et vide-greniers, manif contre la bétonisation... Surtout, c'est entourés de militantEs et de cadres historiques des autres orgas qui font le lien avec leurs réseaux et facilitent largement notre connaissance des enjeux dans l'Aude que nous avançons.

Pourquoi nous filer les clefs du camion ?

Parce que ça pousse derrière. Ça pousse tellement que le candidat dissident, soutenu par Carole Delga, la patronne PS de la région Occitanie, est de plus en plus isolé. La base pousse les appareils parce qu'elle n'en peut plus du député RN, Christophe Barthès, qui n'a pas usurpé son titre de « trumpiste occitan » : il surfe sur les victimes des attentats ; il empêche un meeting écolo posant devant une pancarte sexiste et insultante renvoyant Sandrine Rousseau et Marine Tondelier à aller « faire la soupe » ; il multiplie les fake news et les déclarations climato-sceptiques.

Seul le nombre peut faire reculer le RN décomplexé de Barthès. Ça pousse parce que ce n'est plus possible de supporter que la colère de la population d'un des départements les plus pauvres soit détournée encore et toujours contre les raciséEs, les femmes, les personnes LGBTI+...

Alors, rien n'est gagné. Au contraire. Les clivages ici sont énormes et l'hostilité est parfois prégnante, mais on mène la bataille avec toutes celles et ceux qui poussent pour autre chose ! On sera au second tour et après... après on essaiera de montrer que, toutes et tous ensemble, on met la misère à Tom Cruise !

CorrespondantEs

No comment

Programme du Nouveau Front populaire : « C'est totalement contraire à ce que je crois être la gauche responsable »

MANUEL VALLS, sur BFMTV, le 25 juin... Une déclaration qui a au moins le mérite de la clarté !

Agenda

Jeudi 27 juin, réunion débat sur le Nouveau Front populaire avec Olivier Besancenot, Paris. À 19h, au Cirque électrique, place du Vercors 75020 Paris.

Jeudi 27 juin, journée de mobilisation pour l'emploi et contre la casse de l'assurance chômage.

Samedi 29 juillet, Marche des fiertés 2024, Paris. À 13h30, de la porte de la Vilette (M° Coentrin-Cariou) vers République.

Samedi 29 juillet, Marche pour Nahel, Nanterre. À 14h, place Nelson-Mandela.

Du 20 au 27 juillet, rencontres internationales de jeunes (RIJ), Allier.

Du dimanche 25 au mercredi 28 août, 16^e Université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil samedi 24 à partir de 14h, départ jeudi 29 après le petit-déjeuner, au village vacances Rives-des-Corbières.



COLONIALISME La répression gouvernementale relance la mobilisation en Kanaky

Dès l'annonce le 23 juin, dans la nuit et la journée de lundi, des manifestations de jeunes ont débouché sur des confrontations avec les forces de l'ordre françaises dans le Grand Nouméa. L'accès à l'hôpital a été de nouveau fermé et la route du nord coupée de barrages. Surtout la mobilisation a gagné du terrain dans la province du Nord et les îles Loyauté où la population kanak est très majoritaire et n'avait donc pas éprouvé jusqu'ici le besoin d'établir de la conflictualité face aux représentants de la France. Cette réaction est à la hauteur du niveau et des sous-textes de la répression abattue par le gouvernement français.

La perspective décoloniale liquidée

Macron, Darmanin et Dupond-Moretti ont déchiré les accords de Matignon et de Nouméa imposés par une décennie de luttes (1979-1988) que le peuple kanak a payées du prix du sang pour gagner la reconnaissance par l'ONU de la Nouvelle-Calédonie parmi les territoires à décoloniser. Cette loi sur le dégel du corps électoral avait pour objectif clairement revendiqué par les représentants à Nouméa du gouvernement français (Louis Le Franc, Nicolas Metzdorf, Sonia Backès) de liquider définitivement la perspective décoloniale. La CCAT a construit pendant des mois une campagne de terrain auprès de la population de Kanaky-Nouvelle-Calédonie pour peser sur le débat politique et faire respecter une réalité incontournable, avec des mobilisations pacifiques massives. Le référendum de « référence » du gouvernement de décembre 2021

La déportation brutale de sept militantEs particulièrement engagéEs de la CCAT (Cellule de coordination de l'action de terrain) avait pour objectif de frapper les esprits et de tenter d'accélérer la levée des barrages. C'est pourtant l'inverse qui s'est produit.

a refusé l'indépendance à 96,49% mais avec une participation de 43,90% puisque les organisations indépendantistes appelaient au boycott pour non-respect du deuil coutumier de la communauté kanak, particulièrement frappée par la vague de covid.

Passage en force du gouvernement

Même en triturant les chiffres, personne ne peut prétendre que cela représente une majorité réelle, qui plus est en silenciant les premiers concernéEs. Alors la tentative de passage en force gouvernemental a provoqué une réaction d'autant plus explosive que ce même gouvernement français utilise tous les leviers possibles pour disqualifier les institutions calédoniennes gérées par les indépendantistes. Alors que la crise économique a provoqué, depuis le Covid, un chômage de longue durée (particulièrement dans la jeunesse), le gouvernement français a appliqué un traitement d'exception au territoire : toutes les aides publiques versées aux collectivités territoriales ont été transformées en subventions, sauf pour la Nouvelle-Calédonie. Les collectivités et en particulier le gouvernement à majorité indépendantiste endetté est donc menacé de cessation de paiement, alors que c'est lui qui prend en charge les aides à la population (1 personne sur 5 en dessous du seuil de pauvreté).

Et maintenant la déportation !

Face à la colère de la rue, il ne reste au gouvernement que la répression. Le Haut-Commissariat (représentant de l'État français à Nouméa) annonce 1493 interpellations depuis le 13 mai (essentiellement indépendantistes, puisque même les meurtriers identifiés de jeunes Kanak ne sont pas emprisonnés mais uniquement sous contrôle judiciaire !), dont 38 pour la seule journée du lundi 24 juin. Des rassemblements ont eu lieu ou sont prévus, à Paris dimanche dernier à proximité du ministère de la Justice, et lundi 24 à Mulhouse pour Christian Tein, à Dijon pour Brenda Wanabo Ipeze, à Riom pour Frederique Muliava, à Bourges pour Guillaume Vama, à Blois pour Steeve Uné, à Nevers pour Yewa Waetheane, à Villefranche-sur-Saône pour Dimitri Genegei. Il y a urgence à construire la solidarité ici avec le peuple kanak et en particulier avec les prisonnierEs déportéEs !

Cathy Billard

À lire sur le site



Palestine : Fin de la guerre intense... mais Gaza se meurt, par Édouard Soulier

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



ÉTAT ESPAGNOL L'extrême droite progresse, la gauche du PSOE recule

Les résultats des élections européennes montrent une poursuite de la polarisation relative entre les deux principaux blocs dominés par le PP et le PSOE, bien que le bloc de droite dans l'État espagnol se renforce, tandis que le bloc soutenant le gouvernement de coalition progressiste s'affaiblit.

Avec un taux de participation de 49,2% (en 2019, il était de 60,7%), la tendance modérée à la hausse de la droite espagnole se confirme: PP (34,2% et 34 sièges), Vox (9,6% et 6 sièges), auxquels s'ajoute désormais un nouvel acteur politique, Alvisé (qui, se présentant comme l'expression extrême d'un populisme punitiviste sous le slogan «*La fête est finie!*», obtient 4,6% des voix et 3 sièges). En revanche, Sumar et Podemos obtiennent respectivement 4,7% (3 sièges) et 3,3% (2 sièges) des voix, en deçà des 10,1% obtenus par Podemos seul lors des élections européennes de 2019. Le PSOE, avec 30,2% des voix et 32 sièges, perd 2 sièges par rapport aux dernières élections européennes, mais parvient à enrayer le déclin prêté par la plupart des sondages en raison de l'érosion qu'a pu provoquer l'approbation de la loi d'amnistie pour des centaines de militantEs ayant participé au processus pro-catalan qui a culminé avec le référendum du 1^{er} octobre 2017. Enfin, les forces politiques non étatiques, de droite comme de gauche, ont perdu des voix mais ont maintenu leur présence au Parlement européen et se sont réaffirmées comme des acteurs politiques nécessaires dans la rupture d'égalité entre les deux blocs principaux pour la gouvernabilité du régime monarchique.

Instabilité politique

Dans ce contexte, où le cycle qui a commencé avec le 15M et la montée de Podemos est définitivement fermé, la radicalisation de la droite dans sa remise en question de la légitimité du gouvernement de coalition — exigeant des élections générales anticipées — va continuer en même temps que le rôle de premier plan du pouvoir judiciaire dans sa belligérance contre l'application de la loi d'amnistie et contre toute concession qui, selon lui, menace l'«*unité de l'Espagne*».

Il est donc prévisible que l'instabilité politique se poursuivra, conditionnée également par les difficultés que le Parti socialiste de Catalogne (PSC) rencontrera pour former un gouvernement avec le soutien d'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) et des Comuns, bien qu'il soit la force politique qui a remporté les élections régionales du 12 mai. La crise interne que traverse ERC après son revers électoral notable et son rattrapage par Junts (la formation politique dirigée par Carles Puigdemont) ne permet pas de penser qu'elle soutiendra le candidat du PSC sans concessions politiques significatives de la part de Pedro Sánchez, notamment en ce qui concerne un nouveau modèle de financement régional. Il n'est donc pas exclu que des élections soient à nouveau convoquées en Catalogne en octobre prochain.

Virage à gauche

En ce qui concerne la gauche du PSOE, le revers électoral de Sumar a déjà conduit à la démission de la ministre du Travail, Yolanda Díaz, en tant que coordinatrice générale de ce parti, et à un débat ouvert qui conduira probablement à sa nouvelle configuration en tant que coalition de partis, au sein de laquelle Izquierda Unida jouera probablement un rôle plus important. Au total, un débat stratégique s'ouvre déjà au sein du PSOE sur la position à maintenir au sein du gouvernement du PSOE dans des conditions moins favorables que par le passé, et en gardant à l'esprit qu'ils seront également sous la pression de Podemos, qui est maintenant déterminé à tourner à gauche une fois sorti du gouvernement.

Jaime Pastor,
membre de la rédaction de *Viento Sur*

En fait, le Parti socialiste a réussi à conserver une avance de 0,97 points sur l'Alliance démocratique (AD), la coalition de droite (PSD/CDS), qui a formé un gouvernement minoritaire en mars et renvoyé les socialistes dans l'opposition après presque dix ans au pouvoir.

Pas de parti hégémonique

L'euphorie socialiste, avec une victoire décimale, cache la réalité constatée lors des élections législatives du 10 mars et confirmée par les élections européennes: ni le Parti socialiste ni l'Alliance démocratique n'occupent une position hégémonique dans la politique portugaise. Le virage à droite du mois de mars se poursuit et provoque un malaise général au centre politique. En même temps, l'appréhension populaire grandit face à la montée de l'extrême droite aux législatives (18%), malgré sa chute deux mois plus tard aux élections européennes (9%).

Les partis à gauche des socialistes n'ont pas encore réussi à se remettre des défaites de ces dernières années, mais ils ont réussi à stabiliser le vote obtenu aux législatives de mars dernier et doivent maintenant chercher à avancer pour regagner le terrain perdu. Les partis à droite de l'AD continuent de gagner du terrain, talonnant la droite traditionnelle, qui peine à conserver son mince avantage (aux élections législatives, elle avait moins d'un point d'avance sur le Parti socialiste).

L'Alliance démocratique impose l'austérité et la privatisation

Le gouvernement minoritaire de l'AD est instable mais devra approuver un budget de l'État en octobre. Il annonce des programmes sectoriels sur l'immigration, la santé et le logement

EUROPE Au Portugal, les droites confirment leur majorité

Dans la nuit du 9 juin, le secrétaire général du Parti socialiste (PS) a annoncé que son parti était le grand vainqueur des élections européennes et que le PS «est aujourd'hui la première force politique du Portugal».



Pedro Nuno Santos, président du Parti socialiste. DR

pour conditionner à la fois le PS et l'extrême droite aux politiques européennes et aux politiques sociales. Malheureusement, nous savons déjà ce que cela signifie: les changements lancés par la droite sans passer par le Parlement deviennent toujours difficiles à renverser par la suite. En trois mois, le gouvernement a déjà imposé de fortes barrières à la régularisation des travailleurEs immigréEs illégaux, abrogé la fragile mesure socialiste qui mettait fin au «*visa doré*» — après dix ans sous la pression du mouvement social —, s'apprête à privatiser des structures de santé et essaie de résoudre le manque d'enseignantEs en invitant des retraitéEs, ce qui aura peu de résultats. Le tout sous le signe du pragmatisme et de la rapidité,

car le Premier ministre a transformé le gouvernement en comité électoral.

Le PS fait le pari d'accéder au statut de «*première force du pays*» pour accentuer l'usure du gouvernement. Mais le fait est que le PS, qui a formé un gouvernement à majorité absolue et qui a démissionné de sa propre initiative puis perdu en mars 42 sièges (le Parlement compte 230 députéEs), ne représente pas une alternative à une gouvernance de droite.

Un gouvernement par décrets

Pour l'instant, la droite ignore le Parlement et gouverne par décrets, tentant de répéter l'expérience de Cavaco Silva dans les années 1980, lorsqu'un gouvernement minoritaire PSD

renversé au Parlement avait réussi à imposer une majorité durable et confortable. Si elle n'y parvient pas, elle essaiera de rejoindre le parti ultralibéral (IL) et l'extrême droite (Chega) pour gouverner, car elle n'aura pas d'autre choix.

Le Parti socialiste est dans les mêmes conditions: même si un refus parlementaire du budget d'État aboutissait à des élections à court terme et que le PS devançait l'AD, il n'aurait guère de majorité pour gouverner. La seule proposition que le PS semble promouvoir est le retour au consensus néolibéral qu'il a utilisé avec feu sa majorité absolue.

Le problème de la gauche est différent. Avec un peu plus de 10% au total, l'ensemble des partis qui représentent cet espace — Bloc de Gauche, PC et Livre (Verts) — ont perdu du terrain depuis 2022. Cependant, le Bloc de gauche s'est quelque peu redressé et a stabilisé son vote en 2024 à 4,3%. Dans les gigantesques manifestations du 50^e anniversaire du 25 avril et celles des mouvements sociaux, notamment dans la lutte pour le logement, féministe, antiraciste et LGBT, il y a une revendication d'unité qui constitue une alternative à la droite et à la menace de l'extrême droite.

Daniel Borges, dirigeant des jeunes du Bloc de Gauche et du courant anticapitaliste

GRÈCE Quelles perspectives après les élections européennes?

Il faut comparer les résultats grecs avec ceux des européennes de mai 2019 (Syriza gouvernait) et des législatives 2023 (venant après celles de mai). Constat évident: l'abstention assez forte est cette fois impressionnante: 41% puis 46%, aujourd'hui 58,6%! Ceci marque la déconsidération totale du cadre politique actuel.

La campagne se jouait sur des enjeux nationaux, et les résultats posent la question de la crédibilité de la gauche face à un gouvernement de droite imposant misère, répression, sur fond de scandales propres à cette droite ultralibérale. L'abstention à gauche doit faire réfléchir: quelques mois après la formidable mobilisation pour les universités, les jeunes se sont davantage abstenus!

Défaite cinglante pour Mitsotakis

Mitsotakis est le grand perdant: loin de son objectif minimum de 33%, la droite obtient 28,3% et perd 1 million de voix depuis 2023. C'est une claire condamnation de la vie chère, mais aussi de ses mensonges sur la catastrophe de Tèmbi, sans oublier les critiques sur sa droite (mariage homosexuel). La direction flotte, mais la politique reste la même (des centaines de licenciements à Larko).

C'est l'extrême droite qui sort gagnante, avec le parti d'un dangereux farfelu, qui affirme détenir des lettres de Jésus: seul parti à progresser aussi en voix, il obtient

9,3% (4,4% en 2023), dont les électeurs de Chryssi Avgi. Même si dispersée, l'extrême droite cumule environ 20%, sur fond de discours nationaliste, raciste et hyper réac.

Pari raté de Syriza et gauche perdante

Ce qui constitue le «*centre gauche*» est aussi perdant: Kasselakis, le chef de Syriza, promettait plus de 20%: il a 14,9% (23,7% en 2019, 17,8% en 2023). Androulakis, dirigeant du Pasok, annonçait qu'il deviendrait le second parti: il reste troisième avec 12,8%. Ces résultats provoquent crise de direction au Pasok et crises d'orientation, de nombreux cadres plaidant pour «*l'union du centre gauche*» comme seule alternative. Rien de mieux à gauche: certes le KKE (PC grec) a 9,2% (5,3% en 2019, 7,7% en 2023), mais il perd des voix, et si ce score traduit son apparition sur le terrain, sa limite demeure. Les diverses forces réformatrices au discours plus radical restent sous les 3%, notamment Mera25 (DIEM grec: 2,5%) et Nea Aristera (scission de Syriza refusant Kasselakis: 2,4%). Et Antarsya, qui pendant des années laissait espérer une gauche anticapitaliste

ouverte, s'est repliée sur une campagne de sortie de l'Union européenne, réservée autrefois aux nationalistes de gauche. Résultat: 0,5% avec 21 000 voix (0,6% et 36 000 voix en 2019, 0,3% et 16 000 voix en juin 2019, mais 0,5% et 32 000 en mai). Tableau d'autant plus désespérant que tout le monde est content de ses propres résultats!

Dans ce paysage, le Nouveau Front populaire en France fait réagir: soit pour condamner les réformistes (NAR), soit pour faire «*de même*» avec un front populaire unissant... Syriza et le Pasok! C'est donc à des forces unitaires à gauche, comme Anametrissi, et surtout au mouvement social d'imposer l'unité dans les luttes et les discussions unitaires en vue d'un programme alternatif de gauche!

A. Sartzekis, Athènes, le 23 juin 2024

À lire sur le site



Au Soudan, en finir avec les fauteurs de guerre, par Paul Martial



Le dirigeant des Teamsters se rendra à la convention républicaine, par Dan La Botz



MARCHE DES FIERTÉS LGBTI POUR NOS DROITS, POUR NOS VIES, RÉSISTER DANS L'UNITÉ!

Après la dissolution de l'Assemblée nationale par Macron, les Marches des Fiertés de cette année se déroulent dans un contexte particulier. Avec la menace d'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite, le risque d'un recul majeur des droits LGBTI est très fort. Il y a donc urgence à l'unité, au travers du Nouveau Front populaire (mais pas que) et à la radicalité. Le point par la commission LGBTI.

L'extrême droite est la pire ennemie des LGBTI

Cette montée de l'extrême droite ne concerne pas que la France. Elle est internationale, et nous en observons déjà les effets proches de nous en Europe. La Russie nous considère comme des terroristes, des zones sans LGBTI sont instaurées en Pologne.

Ce qui se passe en Italie

De l'autre côté de la frontière, le gouvernement de Meloni fait la guerre aux familles homoparentales en retirant le statut de mère aux lesbiennes. Le ministère de la Santé a lancé une inspection de l'hôpital de Florence, un des seuls hôpitaux italiens à prendre en charge les personnes trans mineures. Il lui est reproché une pseudo absence de suivi psychiatrique des adolescentEs trans. Il a ensuite été demandé à l'agence italienne du médicament de réévaluer les conditions de prescription des bloqueurs de puberté. En parallèle, le principal gel d'estradiol¹ utilisé en Italie a été déremboursé, ce qui a provoqué le doublement de son prix.

Encore plus préoccupant, en mars a été ouvert un service clinique pour la dysphorie de genre dans un hôpital catholique de Rome.

L'extrême droite s'est toujours révélée l'ennemie des LGBTI. Elle a lutté contre la dépénalisation de l'homosexualité, le PACS, le mariage pour tousTEs, la PMA et maintenant contre les transitions des mineurEs. Elle a toujours lutté contre nos droits.

Ce service est composé de psychiatres et de psychologues réactionnaires, mais ne compte aucun endocrinologue parmi ses membres. Les camarades italienEs pensent qu'il s'agit en réalité d'un service pour réaliser des thérapies de conversion sur les personnes trans mineures. De fait, leur but est d'interdire aux mineurEs de transitionner comme le veut l'extrême droite en France et dans le monde.

Aux États-Unis, il y a actuellement 598 projets de loi contre les droits des personnes trans en discussion dans les assemblées des États. Quarante-deux ont déjà été votés depuis le début de l'année 2024².

Le projet de loi sur les transitions demain durci?

En France, la proposition de loi des sénateurs LR interdisant les transitions des mineurEs a sans surprise été votée par la majorité de droite du Sénat le 28 mai dernier. Son avenir à l'Assemblée était jusque-là beaucoup plus incertain. Mais la dissolution annoncée par Macron

au soir du dimanche 9 juin a rebattu les cartes et fait courir le risque de voir l'extrême droite accéder au pouvoir dès le 7 juillet.

Une majorité RN à l'Assemblée votera sans aucun doute la proposition de loi et n'hésitera probablement pas à durcir le texte, ce qui ne marquerait que le début d'une série d'attaques à la

fois contre les droits trans et tous les droits LGBTI.

Les fachos et les «casseurs de pédé» en confiance

Récemment, 4 militants d'extrême droite ont commis une agression homophobe à Paris. L'un d'eux est le fils d'un ancien conseiller du Rassemblement national et

TRANSPHOBIE
MACRON PRIS LES
DOIGTS DANS LE POT
DE CONFITURE



CHARMAG

La montée de l'extrême droite crée un climat homophobe et transphobe

conseiller de Marine Le Pen³. Lors de l'agression, un de ces militants a dit «Toi, sale pédé, t'es un trans». Ils se sont réjouis de la possibilité de «casser du pédé» en toute impunité en cas de victoire du RN. Cette montée de l'extrême droite crée un climat homophobe et transphobe, qui décomplexe les réactionnaires et les encourage à commettre toujours plus de violences.

En réponse à ces attaques, les personnes LGBTI se mobilisent. Les week-ends des 4 et 5 mai et des 25 et 26 mai ont été des journées de mobilisations historiques pour le mouvement trans en France, avec plus de 10 000 personnes qui ont manifesté dans plus de 50 villes en France et en Belgique pour dénoncer les discriminations contre les personnes trans et revendiquer de nouveaux droits⁴.

Nouveau Front populaire et mobilisation

De nombreuses organisations LGBTI ont annoncé rejoindre le Nouveau Front populaire, ou au minimum le soutenir, conscientes de l'enjeu immédiat. Dans le même temps, le NFP a intégré dans son programme le gros des revendications du mouvement LGBTI : le changement d'état civil sur simple demande, la PMA vraiment pour tousTEs, un meilleur remboursement des frais de transition, etc. Nous ne pouvons que nous en féliciter, mais il est certain que ces revendications ne seront pas adoptées sans mobilisation collective. S'il y a nécessité à faire barrage à l'extrême droite, il ne faudra pas s'arrêter là, il faudra continuer de lutter pour la conquête de nouveaux droits.

1 – Utilisé par les femmes trans dans le cadre de leur parcours de transition.
2 – <https://translegislation.com/>
3 – <https://www.mediapart.fr/journal/france/120624/quatre-militants-d-extreme-droite-juges-pour-une-agression-homophobe>
4 – <https://lanticapitaliste.org/actualite/lgbti/une-premiere-mobilisation-reussie-contre-loffensive-transphobe>

Les attaques indirectes contre nos droits

Si récemment une loi explicitement contre les droits des personnes trans a été votée au Sénat (la loi dite Eustache-Brinio, du nom de la sénatrice qui l'a soumise), les droits LGBTI sont souvent attaqués indirectement par le gouvernement quand il mène ses politiques racistes ou de casse sociale.

Un arrêté ministériel qui date du début de cette année autorise la création d'un fichier de recensement des changements d'état civil accessible par la police¹. Si la première volonté de cet arrêté était d'abord raciste dans le but de repérer et recenser les personnes immigrées qui changent de prénom, elle pourra aussi servir de fait à fichier les personnes trans. Ce document exposera à de nombreuses discriminations,

notamment de la part de la police qui pourra savoir si les personnes sont trans même si ces dernières ont des papiers correspondant à leur genre. Ce type de fichier n'est pas sans rappeler le fichage des homosexuelLEs par la police de Paris, interdit en 1982.

Les conséquences de la réforme des ALD sur notre communauté

Dans sa volonté de toujours faire des économies,

le gouvernement voudrait diminuer le nombre d'ALD (affection longue durée). Si cette mesure est une attaque validiste contre notre service de soin, elle touchera aussi directement notre communauté. Les soins de transition ne sont pas entièrement remboursés par la Sécurité sociale et se révèlent en fin de compte très chers. Or, de nombreuses personnes trans y ont recours. Mais il n'y a pas que les personnes trans qui sont victimes

de ces attaques. Nos communautés LGBTI sont particulièrement touchées par le VIH / Sida, et l'ALD permet justement une meilleure prise en charge des traitements. Diminuer les ALD, c'est condamner nos survivantEs. C'est une entreprise presque eugéniste.

Diminuer les ALD, c'est condamner nos survivantEs

Destruction des services publics et des retraites

Plus largement, la casse du service public touche et continuera d'impacter l'ensemble de la population et en particulier plus fortement les personnes LGBTI. Plus d'attaques contre l'hôpital, c'est plus d'éloignements de l'accès aux soins pour les LGBTI. Plus d'attaques contre les services publics, c'est plus de galères administratives et notamment pour changer ses papiers. De même, la réforme des retraites nous touchera plus durement. Les discriminations que nous subissons, homophobes, transphobes, et leurs

conséquences sur nos conditions de vie, aux ruptures et difficultés que nous pouvons avoir avec notre famille, l'exclusion du marché de l'emploi, font que nos parcours professionnels sont beaucoup plus hachés quand nous avons la chance d'en avoir. Satisfaire les conditions pour obtenir une retraite encore plus à taux plein nous est d'autant plus difficile. Dans la même logique, les réformes de l'assurance chômage et du RSA nous pénalisent davantage encore.

1 – <https://www.laquadrature.net/2024/01/30/la-france-cree-un-fichier-des-personnes-trans/>

En bref

Grenoble Agora des résistances contre l'extrême droite. Lancé en 48 heures, un appel de l'intersyndicale à une Agora des résistances, portée principalement par Solidaires 38, a réuni une grosse centaine de participantEs au jardin de ville de Grenoble le dimanche 23 juin. Il s'agissait de mettre en commun nos luttes pour mieux les mutualiser et agir ensemble. Au fil de l'après-midi un beau patchwork de résistances de terrain s'est tissé: des collectifs de quartier qui depuis le mouvement des retraites mènent des actions de voisinage entre habitantEs et professionnelEs, la lutte des femmes des quartiers populaires, celle contre les expulsions locatives, celle pour les droits des personnes vivant avec un handicap, celle pour le droit des étrangerEs... Attac, Solidaires, l'UCL, le DAL, Femmes égalité, Handi-moi tout, le NPA-l'Anticapitaliste interviennent. La campagne a également bien démarré dans d'autres villes du département, comme Voiron ou Fontaine. Toutes et tous témoignent de leur engagement pour battre le RN, en finir avec la droite et continuer après les élections, quel que soit le résultat de celles-ci, à faire converger nos luttes pour changer enfin radicalement la société. Et inventer le monde que nous voulons parce que nous en avons besoin et envie!

Autour des prises de parole, chaque organisation présente ses affiches, ses revues, ses journaux, ses autocollants... Ceux de notre NPA s'arrachent!

Certains repartent plus tôt, iels vont coller dans les quartiers, plus décidéEs que jamais à être présentEs sur l'ensemble de la ville!

Correspondante



À Grenoble, dimanche 23 juin, l'agora des résistances pour préparer les lendemains d'élection. NPA

Rennes Le NPA fait vivre le Front populaire. Dès le lancement du Front populaire à Rennes, le comité a rejoint la campagne de La France insoumise sur la première circonscription. Conjuguant unité de la base au sommet, nous prenons toute notre part dans les activités de campagne: tractages, collages, porte-à-porte, assemblées générales, kermesses populaires... Dans cette circonscription de quartiers populaires et de périurbain, la paupérisation des classes populaires due aux politiques libérales de Macron, fait progresser l'extrême droite.

Cette campagne militante permet de se lier aux jeunes Insoumis, à des collectifs de quartier populaire, des syndicalistes... ces militantEs du mouvement social que nous côtoyons dans les luttes depuis des années. La présence du NPA est largement appréciée, amenant avec nous la tradition des luttes et de tous les combats de notre classe et de la jeunesse.

Malgré les difficultés de la période et le danger de l'extrême droite, l'enjeu est de ne pas rester paralysé, reprendre la main et faire progresser la conscience de classe pour mener les prochaines batailles. L'aspiration à l'unité est forte dans notre camp, et le positionnement politique du NPA trouve un écho dans notre milieu. Comme lors de la campagne présidentielle de 2022, nous ouvrons les portes de notre comité:

22 personnes la semaine dernière, plusieurs contacts nous rejoignent... Un accord d'appareil ne suffira pas, et l'entrée dans la campagne de militantEs syndicaux, associatifs et de collectifs fait vivre une campagne militante et dynamique sur la ville.

Correspondant

L'ensemble des annonces tourne autour du concept d'autorité. Concept ô combien flou! Car, au-delà d'annonces qui fleurissent une école d'autrefois fantasmée, rien ne dit ce qui permettrait de rétablir une autorité prétendument perdue par le corps enseignant.

Hors-sol et loin des besoins exprimés par le terrain

Ainsi, ont été annoncées des mesures comme l'interdiction des téléphones portables (déjà interdits dans la majorité des règlements intérieurs), la généralisation du port de l'uniforme ou — et ce n'est pas une blague — le vouvoiement, et ce, dès la maternelle. Si le caractère risible de cette dernière mesure est indéniable pour quiconque a déjà vu une classe de maternelle, ce qui interpelle est l'absence totale d'annonces concernant le vécu des personnels.

À part une hypothétique revalorisation salariale, sans précision ni sur le montant ni sur la temporalité, aucun élément programmatique sur la question centrale des effectifs dans les classes, des moyens pour l'inclusion, du statut de AESH... Toutes ces questions qui agitent les écoles comme les établissements et étaient par exemple au cœur du plan d'urgence réclamé par les grévistes ce printemps dans le 93. Contrairement à ce que dit Bardella, loin d'être « victimes d'une bureaucratie envahissante et bien souvent lâche face aux agressions dont ils sont victimes », les personnels sur le terrain réclament des moyens.

ÉDUCATION RN et école: du Macron... en bien pire!

Annoncé le 24 juin, le programme du Rassemblement national pour l'école n'est pas un élément parmi d'autres. Il est conçu comme un des piliers de la bataille pour l'hégémonie culturelle autour du concept de préférence nationale notamment. Et un outil pour conserver, sur le long terme, le pouvoir. Tour des annonces et analyses.

AVEC LE RN, FINI LES CARTABLES TROP LOURDS



Un programme de classe à visée idéologique

Parce que derrière ces annonces, le projet idéologique lui est bien visible. S'inspirant de la politique menée par Attal et consorts,

le RN veut accentuer le caractère inégalitaire de l'école en renforçant le tri des élèves selon leurs origines sociales.

Le resserrement sur des apprentissages dit fondamentaux, qui

défavorisent les enfants aux familles les plus éloignées de l'école, est ainsi mis en avant dans la continuité du décrié « choc des savoirs ». La mise en place d'un examen d'entrée en 6^e, la fin du collège unique et la fin des REP (réseaux d'éducation prioritaire) participent de cette logique ségrégative.

Parce que le RN a un objectif pour l'école, un objectif qu'il poursuit avec tous les capitalistes: former une main-d'œuvre adaptée aux besoins de l'économie, du profit. Cela se vérifie au travers de cette annonce très claire sur la question des filières professionnelles qu'il veut « adapter l'offre de formation initiale et continue aux besoins réels des branches professionnelles ».

Le RN a donc pour projet d'enlever toute dimension émancipatrice à l'école. Il porte un projet de classe qui, par la reproduction sociale, assoira à long terme son hégémonie et son pouvoir. Un projet à combattre donc. Un projet face auquel il faut faire front...

Commission éducation nationale

AVIGNON Un représentant de la lutte antifasciste pour le Nouveau Front populaire

La candidature de Raphaël Arnault, candidat du Nouveau Front populaire dans la première circonscription du Vaucluse, donne lieu à un déferlement d'accusations mensongères orchestré par les médias d'extrême droite reprises par les médias mainstream: le candidat serait violent, fiché S, sans parler de l'accusation d'apologie du terrorisme.

Sitôt annoncée, sa candidature a provoqué un tsunami dans les rangs de la gauche vauclusienne. Un candidat de GDS (Gauche démocratique et sociale), vexé de n'avoir pas été investi par la gauche locale a cherché par tous les moyens à se porter candidat. Il a trouvé appui auprès de la mairie d'Avignon et du sénateur PS, Lucien Stanzione, qui n'hésite pas à relayer les arguments fallacieux de la presse d'extrême droite pour justifier une candidature dissidente. C'est une stratégie habituelle de la mairie d'Avignon et du PS local de vouloir conserver leurs baronnies locales au mépris de toute démarche unitaire.

Le PS local contre LFI

Localement, le problème n'est pas une histoire de parachutage de candidats mais bien celui d'une candidature LFI: la mairie et le PS ont réservé le même sort aux candidats LFI lors de précédentes élections. Avant même que la candidature soit annoncée, le PS s'est exprimé dans la presse pour dire qu'il y aurait une candidature dissidente. Celle-ci s'affiche sous le label Front populaire, semant

ainsi la confusion pour capter les voix du Nouveau Front populaire. Cette posture est d'autant plus dangereuse que le département compte cinq circonscriptions dont quatre aux mains du RN. En 2022, la première circonscription du Vaucluse est passée de justesse aux mains du RN. Il ne manquait que 400 voix pour que le candidat LFI remporte cette circonscription.

« Le candidat qu'il nous fallait »

Raphaël Arnault peut compter sur les militantEs LFI, du NPA-l'Anticapitaliste, du PC, d'EÉLV, de plusieurs collectifs locaux pour faire barrage au RN. Une première AG de campagne a réuni près de 100 militantEs déterminées à soutenir le candidat du NFP, après une conférence de presse qui a convaincu les plus hésitantEs: « C'est le candidat qu'il nous fallait », confient certainEs. Pour faire barrage à l'extrême droite, dans cette séquence politique historique, il est primordial d'avoir la parole de personnes engagées, de terrain. Raphaël Arnault et Mathilde Millat, sa suppléante militante NPA-l'Anticapitaliste à Lyon, ont l'expérience d'une campagne législa-

tive. Elle et lui ont été candidatEs sur une circonscription lyonnaise en 2022 et ont le bagage théorique pour affronter les thèses nauséabondes de l'extrême droite. Iels l'ont déjà prouvé.

Une équipe déterminée

Tractages sur les marchés, à la sortie des écoles, porte-à-porte dans les quartiers populaires..., Raphaël Arnault, avec une équipe militante déterminée remporte la confiance des jeunes, des populations délaissées par les décennies de politiques libérales développées par l'équipe municipale ici. Il multiplie les interventions contre le bloc bourgeois comme en témoigne son interpellation d'un Gabriel Attal

agressif dans les rues d'Avignon. Contre la confusion de la candidature dissidente, il en appelle à la responsabilité collective face à l'extrême droite et à tous ces alliés, à l'unité de toutes les forces politiques, syndicales, associatives, non pas par dogme politique mais par nécessité: « On a ennemi commun, c'est l'extrême droite! »

Le NPA-l'Anticapitaliste d'Avignon est engagé dans sa campagne pour faire entendre une voix anticapitaliste qui relie les luttes aux urnes, contre les politiques antisociales de Macron qui pavent la voie à l'extrême droite et contre le Rassemblement national!

Correspondante



Vie du NPA l'Anticapitaliste

LES NÔTRES Michel Rotman



Michel Rotman, à droite, puis Charles Michaloux, Gérard Filoche (debout), Alain Krivine, Michel Recanati et Pierre Frank. DR

Michel Rotman, le camarade Béthel à la Ligue, vient de décéder (le 27 mai 2024). Michel était né en 1943 dans une famille juive et communiste. Michel et son frère Patrick (né le 17 février 1949) ont baigné « dans une ambiance familiale nourrie par la résistance communiste, juive polonaise » (Krivine), au cœur de la Résistance, dans le maquis du Limousin dont le dirigeant Georges Guingouin, qui avait leur père pour médecin, fut un de ceux qui ne se plièrent pas au pacte Hitler-Staline.

De la rupture avec le stalinisme à la IV^e Internationale

La rupture de la famille de Michel avec le stalinisme, à la suite de l'écrasement du soulèvement de Budapest, fut probablement à l'origine de son engagement auprès de l'opposition de gauche au sein de l'UEC (Union des étudiants communistes) et, à la suite de son exclusion, à sa participation à la création de la JCR, de la Ligue puis de la LCR, dont il fut élu au Bureau politique. Avec quelques-unes et quelques-uns d'entre nous, il fut de ceux qui proposèrent l'adhésion de la Ligue à la IV^e Internationale. Peu extraverti mais chaleureux, c'est surtout dans les domaines de l'organisation que Michel excella, ayant un rôle important dans la mise en place de l'appareil, de l'infrastructure de l'organisation et de son système de formation. Il mit aussi à

profit pour notre courant les liens qu'il avait avec le milieu artistique par l'intermédiaire de sa femme Josée, comédienne. Michel était la fois efficace et discret tout en faisant preuve d'une grande affabilité. Après avoir été médecin, il se reconvertit par passion dans le cinéma en y associant son amour de l'histoire et des enjeux politiques et sociaux.

En 1978, il prit ses distances avec notre courant le quittant discrètement pour choisir la « voie réformiste » qu'il crut plus efficace, comme Henri Weber (s'y ajouta un désaccord sur le conflit israélo-palestinien). L'histoire se révèle pourtant souvent impitoyable. La « gauche » sociale-libérale tant dans le domaine social que politique ou dans le domaine international alla de renoncements

« réalistes » en abandons tragiques et finit par engendrer le Bonaparte Macron. Les terres mauvaises de la « réalpolitik » finirent par voir la « gauche gestionnaire » labourer des champs sur lesquels fleurirent l'extrême droite, la xénophobie, l'idéologie sécuritaire et le tsunami social qui déferle en ces temps. Cette progression du racisme et ce retour du fascisme en Europe et France ont dû marquer les dernières années de la vie de Michel.

Le cinéma au cœur

Michel Rotman rompit avec le militantisme et s'investit dès lors de façon privilégiée dans l'activité de producteur de cinéma avec une prédilection pour le documentaire dans le cadre de Kuiv, sa société de production qu'il privilégia bien plus que

l'activité politique. Autour d'auteurs très divers comme son frère Patrick, Michael Prazan, Virginie Linhart ou Catherine Bernstein. Il produisit aussi quelques films de fiction. Si certains des films produits comme ceux sur Golda Meir ou Ariel Sharon font pour le moins problème sur le plan historique et politique, nombre de ses productions furent des contributions incontestables à l'histoire des enjeux et tragédies du 20^e siècle comme *Les Révolutionnaires du Yiddishland* (Gérard de Verbizier et Nat Lilenstein) ou *Mémoires tsiganes, l'autre génocide* (Henriette Asséo, Idit Bloch et Juliette Jourdan). On peut rappeler aussi les fictions historiques comme *Le Grand Georges* de Francois Mathouret et Patrick Rotman sur le résistant Georges Guingouin.

Nous l'avions croisé lors de l'hommage à Daniel Bensaïd en 2010 et à celui d'Alain Krivine en 2022. Il gardait sa bonhomie et sa bienveillance. Cette fois, quelques camarades comme Francois Sabado, Charles Michaloux, nous et quelques autres, étions là pour dire adieu au camarade Béthel, et au-delà de nos divergences, à Michel. J'ose croire qu'il n'aurait pas hésité à participer au combat unitaire contre la menace fasciste.

Philippe Cyrulnik



FÉMINISME

Deuxième week-end annuel de formation du Grif AuRA

Pour la deuxième année consécutive et sous un beau soleil, s'est tenu à Chambéry, les 4 et 5 mai dernier, le week-end annuel de formation du Grif Aura (Groupement régional d'intervention féministe Auvergne Rhône-Alpes).

Venant de tous les départements voisins, de la Savoie jusqu'à la Saône-et-Loire en passant par l'Allier, une vingtaine de camarades et sympathisantEs se sont réuniEs autour de quatre thématiques : les obstacles à la transformation féministe dans nos espaces ; les femmes et la santé ; la domination adulte, déconstruire l'adultisme pour une éducation émancipatrice ; la marchandisation des corps, émancipation ou perpétuation de la domination ?

Ce week-end fut une réussite, d'une part par la richesse des échanges et d'autre part par le doublement des participantEs par rapport au premier week-end en 2023.

Mais qu'est-ce le Grif ?

Le Grif, créé le 13 décembre 2022, s'est donné comme mission de fédérer les interventions féministes sur la région Rhône-Alpes élargie, de mettre en commun des outils et d'être un soutien pour les camarades isolés dans les campagnes où le féminisme n'est pas une priorité.

Cette plateforme se révèle un atout sérieux pour la cohésion et la solidarité féministe. Nous avons choisi la mixité afin de construire un mouvement féministe fort de ses différences et afin de partager nos réflexions sur les enjeux de la société.

Chaque mois nous nous réunissons et discutons des prochaines échéances féministes et LGBTI à venir, mais aussi de la manière de faire avancer la féminisation du parti.

Cette année, nous travaillons à la création d'un espace « safe » (sécurisant) et respectueux pour toutes, en privilégiant l'écoute des avis de chacunE, pour consolider l'avenir de notre groupe et dans l'espoir de voir fleurir des Grif dans chaque région.

Vous pourrez nous retrouver à la prochaine Université d'été pour échanger à ce sujet et pourquoi pas créer votre propre groupe ! Rejoignez-nous pour un futur féministe, anticapitaliste et antifasciste !

CorrespondantEs

Culture

ROMAN Traverser les forêts, de Caroline Hinault

Éditions du Rouergue, 2024, 192 pages, 20 euros.

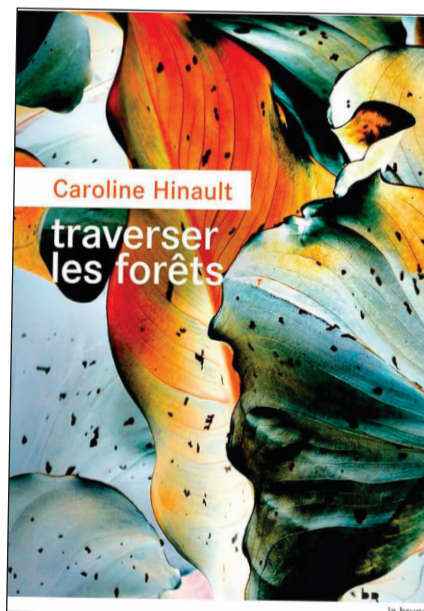
Le dernier roman de Caroline Hinault plonge ses lecteurEs au cœur de l'ère des murs et des barbelés, aux confins d'une Europe banalement barbare. Elle a reçu le Prix Bretagne 2024.

La forêt Bialowieza

Le cadre du roman : la forêt Bialowieza, dernière forêt primaire d'Europe, à cheval sur la frontière de la Pologne et du Belarus. Grand site du patrimoine mondial, sur la ligne de partage des eaux entre la mer Baltique et la mer Noire, région irremplaçable pour la conservation de la biodiversité accueillant la plus grande population de bisons d'Europe... Si la biodiversité ne connaît pas de frontières, les populistes polonais et belarusses se chargent d'en ériger ! C'est ainsi qu'un mur de 186 kilomètres a été planté là, au beau milieu de la forêt, par Varsovie fin 2021, afin d'empêcher le passage de migrantEs, illustrant la « crise migratoire » qui a opposé la Pologne et la Biélorussie, quand des milliers d'exiléEs, désireux d'entrer dans l'Union européenne, se sont massés dans la forêt. Bruxelles a alors accusé Minsk d'organiser l'afflux en guise de représailles aux nouvelles sanctions occidentales infligées au pays depuis 2020.

Trois femmes dans le siècle

C'est dans ce contexte dramatique que se situe ce livre sombre, inquiétant mais fascinant, obscur mais lumineux. Caroline Hinault livre aux lecteurEs le portrait en nuances de trois femmes soumises à des



contingences qui les dépassent mais auxquelles elles font face avec force et courage. C'est là, dans cette forêt magique, dans cette époque au réalisme cru, que la journaliste Belarusse qui a fui le carcan de la dictature, que la Polonaise déclassée — que la ville, la civilisation et un homme ont reléguée au milieu des bois, chez elle —, que la migrante syrienne qui n'a eu d'autre issue que l'exil et qui a fui avec son frère, se meurt et affrontent cette époque implacable. Ces trois femmes tissent la corde à trois brins de l'histoire de ce siècle au sein duquel la barbarie n'épargne ni ceux qui fuient la

guerre, ni les témoins interdits, ni les victimes de l'oppression ordinaire et domestique. Des histoires simples, pourrait-on dire, que la plume acérée de Caroline Hinault, trempée à l'encre noire des tendances fascistoïdes de notre siècle, nous jette au visage.

Vincent Gibelin

À lire sur le site



Pierrette Bloch, la beauté au fil du trait, par Philippe Cyrulnik



Travailleuses de la résistance. Les classes populaires ukrainiennes face à la guerre, de Daria Saburova, par Catherine Samary



Emprisonnées, d'Audrey Guiller, par Claude Moro

Librairie La Brèche

★ la-breche.com

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil
01 49 28 52 44 — contact@la-breche.com

FASCISME « Une victoire électorale de l'extrême droite serait une très grave défaite pour notre camp social »

Entretien. Après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Macron et la constitution du Nouveau Front populaire, **Ugo Palheta**, sociologue, co-directeur de la revue *Contretemps* et animateur du podcast « Minuit dans le siècle », analyse la situation et revient sur « la possibilité du fascisme », objet d'un livre paru en 2018.

Parler de « la possibilité du fascisme » en 2018 et en parler aujourd'hui, est-ce la même chose ?

J'ai écrit le livre entre 2016 et début 2018, au vu de l'absence de réaction face à la montée du FN, notamment quand Marine Le Pen s'est retrouvée au second tour de l'élection présidentielle. Après le mouvement sur la loi travail, Nuit Debout en 2016, certains courants de la gauche insistaient unilatéralement sur la dimension de remontée des luttes. La conflictualité sociale avait beaucoup décliné après la défaite de 2010 sur la contre-réforme des retraites de Sarkozy, qui a fait sauter la retraite à 60 ans, et c'est vrai que 2016 a été un rebond. Mais je pensais qu'on avait trop tendance à oublier plusieurs choses.

Premièrement, il y avait aussi une autre force en dynamique : l'extrême droite. Quand j'ai écrit le livre, son périmètre électoral était déjà passé d'environ 6% aux européennes de 2009 à 20-25% au milieu des années 2010. Et depuis, entre 2017 et 2024, la seule force qui progresse électoralement, c'est l'extrême droite, jusqu'à atteindre aujourd'hui 40% si on inclut toutes ses composantes. À gauche, même en incluant les forces sociales-libérales (PS notamment), ce n'est jamais plus d'un tiers de l'électorat depuis 2017. Et de son côté la base sociale et électorale du macronisme a toujours été très étroite.

Deuxième aspect, c'est la radicalisation de la droite que la campagne Fillon de 2017 exprimait. La dynamique sarkozyste, qui avait commencé en 2002, consistait à déporter la droite vers l'extrême droite pour reconquérir le terrain perdu au profit du FN. Mais il y a eu une vraie convergence idéologique et militante à la base du « peuple de droite », qui s'est manifestée notamment dans un grand mouvement de rue où droite et extrême droite se sont retrouvées ensemble : la Manif pour tous, en 2013.

Et puis, troisième aspect, c'est le fait que, les mêmes causes produisant les mêmes effets, la poursuite des politiques menées par la classe dirigeante française — politiques néolibérales, racistes et autoritaires — avait toutes les chances de conduire à une nouvelle progression du RN. 40 ans de politiques antisociales et racistes, c'est 40% pour l'extrême droite ! Et il faut bien dire que Macron, en 2017, n'avait pas menti sur son projet : mettre la France à l'heure néolibérale européenne, ce que toutes les classes dirigeantes avaient fait en Europe jusqu'au bout, et qui n'avait pas pu être mené en

France du fait de la vigueur des luttes sociales.

La difficulté pour la gauche — et en particulier la gauche de rupture — c'est d'émerger comme une alternative à une échelle de masse, voire majoritaire dans la population, et donc capable de concurrencer le FN sur la scène électorale aussi.

Dans la période actuelle, après la victoire du RN aux européennes, l'annonce de dissolution de Macron, où en est-on ?

En 2017, au premier tour de l'élection présidentielle, il y a quatre forces qui font à peu près le même score autour de 20%, un fait absolument inédit dans l'histoire de la 5^e République. On trouve Macron, la droite avec Fillon (20%), Mélenchon (20% avec le soutien du Parti communiste) et, légèrement devant, Le Pen. Le macronisme a eu rapidement un cours très droitier. Alors qu'il est le président le plus mal élu de la 5^e République, Macron fait le pari d'agréger les secteurs du centre et de reconfigurer le champ politique autour de l'opposition entre un projet néolibéral-progressiste ou plutôt avec une façade vaguement progressiste (qui s'est complètement effondrée depuis 2017), et un pôle néolibéral-réactionnaire, raciste, d'extrême droite.

Ce n'est pas ce qui s'est passé du fait de la vigueur des luttes populaires entre 2016 et 2023 et de l'émergence à gauche d'un pôle de rupture en 2022. Non seulement Mélenchon et LFI ont fait 22% mais ils sont parvenus à mettre en place une coalition de gauche (la Nupes) qui a permis de faire élire beaucoup plus de députés de gauche que ce qu'on imaginait six mois avant, donc d'empêcher un face-à-face mortifère entre macronisme et lepénisme.

Trois pôles sont donc sortis de la séquence de 2022. Or ça ne pouvait pas durer et on assiste actuellement à une forme de rebipolarisation : une opposition très franche entre une coalition de gauche qui reste hégémonisée par LFI (on le voit concernant le programme), et une extrême droite qui apparaît comme triomphante, parce qu'elle a largement pris le pas en réalité sur le macronisme, et je ne parle même pas de LR qui est en train de se décomposer à vitesse très rapide.

Le RN, un danger fasciste ou un parti d'extrême droite qui s'est calmé ? Qu'est-ce qu'il représente aujourd'hui ?

Marine Le Pen est allée au bout de la stratégie, présente dès l'origine du Front national, la respectabi-

lisation, en mettant à distance les éléments les plus visibles de continuité avec le fascisme historique (violence physique, négationnisme, symboles, etc.), mais son projet et la plupart de ses cadres restent ancrés dans l'idéologie fasciste, notamment parce qu'ils ont été formés par les vieux pétainistes, ex-OAS ou anciens collaborationnistes qui étaient présents au FN dans les années 1970-1980 quand Marine Le Pen par exemple a commencé à militer.

Ce n'est pas un parti d'extrême droite qui s'est calmé mais un parti doté d'un projet néofasciste qui s'est adapté à un nouveau contexte. Les partis fascistes de l'entre-deux-guerres disposaient toutes de milices armées de masse. Si ce n'est pas le cas pour les forces d'extrême droite aujourd'hui, c'est parce qu'elles n'en ont pas un besoin impératif pour se développer et qu'elles comptent sur la police pour mettre en musique leurs politiques racistes, ultra-autoritaires et pro-patronales.

Mais est-ce que ça veut dire que si demain l'extrême droite arrive au pouvoir c'est le fascisme ?

Déjà ça veut dire livrer la machine répressive de l'État à l'extrême droite. Et vu le projet fondamental du RN, qui n'est pas différent qualitativement de ce qu'était le projet du Front national, le danger est évident (peu importe ce qu'on pense de la caractérisation de « fasciste »).

Donc une victoire électorale de l'extrême droite serait une très grave défaite pour notre camp mais ça ne signifierait pas l'instauration immédiate d'un régime fasciste. Entre le moment où ils peuvent l'emporter électoralement et celui où ils sont en capacité de construire véritablement un pouvoir de type fasciste, il y a toute une période de batailles, sociales et politiques.

Dans l'équation, il faut bien mesurer par ailleurs que la France est un système très centralisé, avec une constitution bonapartiste issue du coup d'État gaulliste de 1958, avec énormément de pouvoir pour l'exécutif : la possibilité de dissoudre l'Assemblée nationale, de décréter l'état de siège ou d'obtenir les pleins pouvoirs, donc de s'abstraire de toute forme de contrôle, même minimal, parlementaire, de gouverner par référendums, etc.

Vu leur projet, le danger avec le RN au pouvoir, ce n'est pas simplement une intensification de la répression des manifestations (comme sous le macronisme). Ils auront la machine répressive, et ils auront une certaine légitimité politique pour engager, par exemple, des dissolutions d'organisations en invoquant des prétextes fallacieux, à une échelle sans doute beaucoup plus large encore que

le pouvoir macroniste.

Par ailleurs on se plaint déjà de la place qu'ils ont dans les médias privés, mais l'extrême droite disposera aussi de l'ensemble des appareils idéologiques — l'école par exemple — mais aussi l'audiovisuel public (dont une partie au moins sera privatisée et livrée à leurs amis milliardaires, Bolloré notamment). Cela aura des effets politiques, idéologiques, intellectuels, sur notre capacité à défendre un autre projet.

Quelles sont les perspectives avec le Nouveau Front populaire ?

Les tâches immédiates sont défensives. L'antifascisme est un levier important de réaction de notre camp social, qui, face au danger, peut reprendre la main. Du point de vue du NPA il me semble qu'il y a un équilibre à trouver entre les formes d'unité nécessaires à construire dans une situation de ce type-là, le soutien au pôle de rupture que constitue LFI au sein du NFP, et l'affirmation de notre projet d'émancipation en rupture totale avec ce qu'est la société présente, une société capitaliste, patriarcale, raciste, etc.

On ne sait pas combien de temps va durer le Nouveau Front populaire, et il faut que toutes les composantes, y compris la gauche de combat, la gauche révolutionnaire, aient une pleine liberté de discuter des choix des uns et des autres, de discuter des options, y compris de la candidature de François Hollande qui a joué un rôle majeur dans la montée de l'extrême droite dans ce pays et dans la destruction de certains droits sociaux. On est là pour contribuer avec tous les autres à battre les fascistes et les macronistes, mais on ne va pas mettre notre langue dans notre poche. Au sein de ce front, on doit donc être l'aile marchante aussi bien sur le plan politique, programmatique, idéologique et sur le plan militant dans les entreprises, dans les universités, dans les quartiers. Et si on veut que ce front soit autre chose qu'un cartel d'organisations, il faut qu'on arrive à organiser le débordement de la coalition par les forces populaires et militantes qui restent extérieures aux organisations politiques.

Propos recueillis par Manon Boltansky

Voir la vidéo de l'entretien complet avec Ugo Palheta « La probabilité du fascisme »



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/NPALanticapitaliste)
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitalis1](https://twitter.com/Lanticapitalis1)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://open.spotify.com/artist/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste la revue

Le n°156 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-
Lenoir,
93108 Montreuil
cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org